Déclaration conjointe : 17 organisations et mouvements de la société civile de l'Afrique de l'Ouest demandent à la CEDEAO de publier sans délai les résultats des élections en Guinée-Bissau.

À la veille de la 68ème session ordinaire de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement, de la Commission Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) prévue ce dimanche 14 décembre 2025 à Abuja, au Nigeria, nous, organisations et mouvements de la société civile de l'Afrique de l'Ouest sont profondément préoccupées par la situation politique en Guinée-Bissau suite à la prise du pouvoir par les militaires le 26 novembre 2025.

Ce qui s'est passé dans ce pays ne peut pas être appelé « coup d'État », c'est un complot d'État qui aurait été orchestré par Umaro Sissoco Embaló. Nous dénonçons fermement cette fourberie cynique et inique du président sortant avec les forces armées pour porter des graves atteintes à la publication officielle des bulletins de vote.

La Guinée-Bissau a tenu des élections présidentielles et législatives le 23 novembre 2025, qui ont été saluées par la communauté internationale comme étant apaisées, libres et transparentes. À ce jour, il est crucial pour la CEDEAO de tout faire pour que les résultats de ces élections soient publiés sans délai, afin que le peuple bissau-guinéen puisse connaître les résultats de son choix et que la Guinée-Bissau puisse connaître sa première alternance démocratique pacifique.

Nous rappelons que même si certaines copies des procès-verbaux ont été détruites au niveau de la CNE, des exemplaires authentiques existent toujours auprès d'autres institutions, notamment les Commissions Régionales Électorales et les Gouvernances. Ces structures détiennent les mêmes documents que la CNE, et leurs copies peuvent

être légalement utilisées pour proclamer les résultats comme il est clairement stipulé par la loi électorale bissau-guinéenne.

À cet égard, nous demandons ardemment à la CEDEAO :

- De maintenir la pression sur les autorités militaires pour qu'elles respectent la volonté du peuple bissau-guinéen et publient immédiatement les résultats des élections ;
- De créer les conditions idoines pour que le président élu soit installé sans délai dans ses fonctions, conformément aux résultats des élections et à la Constitution ;
- De prendre des sanctions ciblées contre les auteurs, les co-auteurs et les complices de ce complot d'État ignoble.

Aux autorités militaires de la Guinée-Bissau :

- De libérer immédiatement l'opposant Domingos Simões Pereira, ancien Premier ministre et toutes les personnalités politiques détenues de façon arbitraire ;
- De collaborer étroitement avec la CEDEAO et la communauté internationale pour faciliter l'investiture du président démocratiquement élu.

Nous sommes convaincus que la publication des résultats des élections et le respect de la volonté du peuple bissau-guinéen sont les seuls moyens de garantir la stabilité et la paix en Guinée-Bissau.

Fait à Abuja, le 13 décembre 2025

Contacts de presse :

1. Alseny Farinta **Camara**, Coordonnateur de TLP-Guinée Tlpguinee@tournonslapage.org , tel +224 620 48 84 77
2. Abdou Aziz **Cissé**, responsable en charge du plaidoyer à AfricTivistes, abdou.cisse@africtivistes.org, tel : +221 70 782 18 65
3. Guéri **Gomez**, Directeur en charge de la communication et relations publiques à Ligue Bissau Guinéenne des Droits de l'Homme (LGDH) tel : +245 956 444488